



# Débat d'orientations budgétaires

## 2013



**L'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales rend obligatoire, dans les communes de plus de 3.500 habitants, et dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget primitif, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires au sein du conseil municipal.**

Si les textes ne précisent pas le contenu de ce débat et que ce dernier ne présente aucun caractère décisionnel, celui-ci doit permettre aux élus :

- » d'être informés sur l'évolution de la situation financière de leur collectivité ;
- » de débattre des orientations pluriannuelles.

Il constitue un moment essentiel de la vie d'une collectivité locale.

Cette première étape du cycle budgétaire est également un élément de sa communication financière.



### **Dans le cadre de ce débat, seront successivement abordés :**

- ✓ l'environnement économique international et national ;
- ✓ la loi de finances et les mesures législatives ;
- ✓ la situation financière de la commune au 31 décembre 2012 ;
- ✓ les orientations du budget 2013 ;
- ✓ l'eau potable ;
- ✓ l'assainissement ;
- ✓ la dette consolidée.

## L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

En Europe, la plupart des indicateurs économiques sont orientés à la baisse et indiquent une très faible reprise en 2013.

En France, l'activité économique est à l'arrêt aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres 2012. Sur le reste de l'année, le faible niveau des perspectives d'activité entrainerait une stagnation de la croissance.

On observerait en 2013 une reprise modeste, à hauteur de + 0,4 %.

La hausse des prix à la consommation est de 2,0 % en 2012 et est estimée à 1,7 % en 2013.

La consommation des ménages français progresserait faiblement (+ 0,3 %) après une phase de stagnation en 2012.

## LA LOI DE FINANCES ET LES MESURES LÉGISLATIVES

### Vers une baisse des dotations

Le gouvernement s'est engagé à ramener le déficit de l'ensemble des administrations publiques de 4,5 à 3 % du PIB.



Dans le cadre de l'association des collectivités locales à l'effort de redressement, l'enveloppe des concours financiers de l'État est gelée en valeur en 2013, mais va diminuer de 750 millions d'euros en 2014 et en 2015.

**Il est donc probable que notre DGF diminue quelque peu.** Nous prenons l'hypothèse d'une baisse de 2 % de cette dotation dans la construction de notre budget primitif 2013.

### La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2013 est fixée +1,8 % (comme en 2012).

Nos recettes fiscales vont donc, **mécaniquement et sans variation des taux d'imposition**, augmenter de 1,8 % cette année.

### La poursuite de la péréquation horizontale

La loi de finances confirme la poursuite de la péréquation : ainsi, le fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) est augmenté de 140 %.

Rappelons le principe de la péréquation horizontale : il s'agit de prélever sur certaines collectivités pour en aider d'autres. La situation des collectivités est appréciée à

l'échelle du territoire intercommunal pour déterminer l'éligibilité et le calcul des prélèvements et des reversements.

Pour le calcul des contributions, le potentiel financier agrégé (PFIA) de chaque territoire est pris en compte. Le territoire de la Communauté de communes du bassin de Pompey sera contributeur, en 2013, à hauteur de 190.000 €. Cette somme sera répartie entre la communauté de communes (pour 76.000 €) et les communes (pour 113.000 €). **Bouxières-aux-Dames devra payer 7.675 €.** En 2016, le prélèvement total est estimé à 525.000 €, dont 21.000 payés par Bouxières-aux-Dames.

### L'augmentation des taux de TVA

Le taux normal de TVA passera de 19,6 à 20 % en 2014. Le taux intermédiaire (sur les transports et les déchets notamment) sera augmenté de 7 à 10 %. Quant au taux réduit sur les produits de première nécessité, il sera abaissé d'un demi-point (de 5,5 à 5 %).

## LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Une baisse des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de la commune ont baissé en 2012 de 2,1 % par rapport à celles de 2011, passant de 2.416.000 € à 2.365.000 €.

Dans le détail, les charges à caractère général ont diminué de près de 15 %, compensant la hausse des charges de personnel de 6,3 % due au doublement du poste de comptable pendant 3 mois, à l'embauche de contrats aidés (services techniques) et à l'augmentation du personnel d'encadrement des enfants au sein des services périscolaires, en raison de la hausse sensible de la fréquentation.

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	N/N-1
Charges à caractère g <sup>al</sup> (011)	624	633	604	669	721	614	-14,9%
Personnel (012)	1118	1150	1204	1230	1221	1298	6,3%
Autres charges de g <sup>o</sup> (65)	403	428	338	327	339	338	-0,2%
Charges fi. certaines	9	9	8	7	5	4	-17,7%
Dotations /amortissements	60	60	87	120	125	99	-20,9%
Ch. excep.+VNC+diff/réalis+Atténuation de produits (FPI)	5	249	0	2	5	13	149,5%
<b>Total</b>	<b>2219</b>	<b>2530</b>	<b>2241</b>	<b>2355</b>	<b>2416</b>	<b>2365</b>	<b>-2,1%</b>

Les charges de gestion courante ont baissé de 0,2 %.

Les charges financières (intérêts de la dette) continuent de baisser, représentant seulement 4.000 € en 2012.

### Des recettes de fonctionnement en augmentation

Entre 2011 et 2012, les recettes de fonctionnement sont passées de 2.754.000 € à 2.906.000 €, soit une augmentation de 5,5 %.

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	N/N-1
Atténuat <sup>o</sup> de charges (013)	51	24	50	80	70	81	15,5%
Produits des services (70)	141	170	139	140	142	157	10,6%
Impôts et taxes	1281	1320	1385	1393	1443	1494	3,6%
Dotations et participations	943	970	953	926	962	1036	7,7%
Autres produits de g <sup>o</sup> (75)	41	17	12	16	69	48	-29,6%
Produits exceptionnels (77) et reprises sur provisions (78)	89	263	34	18	34	15	-55,8%
Transf. ch.diff. réalisat <sup>o</sup> (776), travx en régie (722)=chap 0	29	32	150	6	35	75	115,5%
<b>Total</b>	<b>2576</b>	<b>2797</b>	<b>2723</b>	<b>2578</b>	<b>2754</b>	<b>2906</b>	<b>5,5%</b>

## Des excédents de fonctionnement en augmentation

L'excédent de fonctionnement généré par la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement a augmenté de près de 60 %, passant de 338.000 € en 2011 à 541.000 € en 2012.

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	N/N-1
Excédent de fonctt hors résultats exceptionnels	274	252	449	207	309	538	74,1%
Excédent de fonctionnement de l'année	357	266	482	223	338	541	59,9%

## Les dépenses d'investissement de 2012

	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12	N/N-1
Divers	2	1	24	24	4	46	1060,9%
Immo en cours (chap 040 et 041)				6	102	75	-26,8%
Remboursement d'emprunts	29	31	30	35	37	37	2,3%
Immobilisations incorporelles (sauf subv° pers. de dt privé)	16	37	47	17	0	12	3116,2%
immobilisations corporelles + participation SPL (c/26)	62	259	119	81	54	85	56,6%
Immobilisations en cours (travaux)	242	447	634	312	218	514	135,4%
dont éclairage public			0	0	3	186	6015,1%
dont divers travaux (y compris en régie)	8	17	10	33	0	0	-100,0%
dont rénovation du patrimoine	105	2	0	0	40	152	277,7%
dont voirie / parkings / avaloirs / sécurité incendie	4,6		0	159	11	15	30,6%
dont travaux accessibilité handicapés et d'économie d'énergie			0	3	163	112	-31,5%
dont salle socioculturelle	21	363	9			49	-
dont autre		20	394	117	0	0	-100,0%
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>775</b>	<b>855</b>	<b>476</b>	<b>416</b>	<b>769</b>	<b>85,0%</b>

La commune a réalisé plus de 500.000 euros de travaux en 2012, avec un effort sur l'éclairage public et la rénovation du patrimoine.

À noter également que les remboursements d'emprunts en capital sont très faibles (37.000 €) et ne grèvent pas nos capacités d'investissement.

## Une situation financière satisfaisante

ANALYSE FINANCIERE	CA 07	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	CA 12
Recettes courantes de fonct <sup>t</sup>	2487	2533	2689	2560	2720	2892
Charges de gestion courante	2144	2212	2145	2227	2281	2249
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>343</b>	<b>321</b>	<b>544</b>	<b>333</b>	<b>439</b>	<b>643</b>
Variation n/n-1	6%	-6%	69%	-39%	32%	47%
Charges financières	9	9	8	7	5	4
Variation n/n-1	-16%	-7%	-7%	-19%	-24%	-18%
Produits exceptionnels	89	263	34	18	34	15
Charges exceptionnelles	5	249	0	2	5	13
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>83</b>	<b>14</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>29</b>	<b>2</b>
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2576	2797	2723	2578	2754	2907
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2159	2470	2154	2235	2291	2266
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>417</b>	<b>327</b>	<b>569</b>	<b>343</b>	<b>463</b>	<b>641</b>
Variation n/n-1	29%	-22%	74%	-40%	35%	39%
Emprunts remboursés (en capital)	29	31	30	35	37	37
<b>EPARGNE NETTE (disponible)</b>	<b>389</b>	<b>296</b>	<b>539</b>	<b>308</b>	<b>426</b>	<b>604</b>
Variation n/n-1	40%	-24%	82%	-43%	39%	42%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	123	599	353	520	243	250
<b>CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A</b>	<b>511</b>	<b>895</b>	<b>892</b>	<b>828</b>	<b>669</b>	<b>853</b>
Variation n/n-1	-33%	75%	0%	-7%	-19%	27%
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT B	322	745	825	440	379	732
Variation n/n-1	36%	131%	11%	-47%	-14%	93%
<b>BESOIN DE FINANCEMENT C=B-A</b>	<b>-189</b>	<b>-150</b>	<b>-68</b>	<b>-387</b>	<b>-290</b>	<b>-121</b>
NOUVEAUX EMPRUNTS D	0	0	0	84	0	0
Variation du fonds de roulement =D-C=résultat de l'exercice	189	150	68	471	290	121
Reprise des résultats antérieurs	462	652	802	870	1340	1631
<b>Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)</b>	<b>652</b>	<b>802</b>	<b>870</b>	<b>1340</b>	<b>1631</b>	<b>1752</b>

Le tableau d'analyse financière ci-dessus montre que la situation de la commune est très satisfaisante.

**L'épargne de gestion**, à savoir la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette, se monte à **643.000 €**, en augmentation de 47 % par rapport à 2011. En moyenne, sur les 6 dernières années, l'épargne de gestion se monte à 437.000 €. On appelle aussi l'épargne de gestion "capacité courante

	2007	CA 08	CA 09	CA 10	CA 11	2012
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonc	0,87	0,92	0,83	0,93	0,89	0,83

de financement" avant remboursement de la dette.

Comme il est déjà dit plus haut, les **charges financières** sont peu importantes et, de surcroît, sont en diminution.

Hormis en 2007, le **résultat exceptionnel** est généralement très peu important.

Il en découle que l'**épargne brute** (ou autofinancement brut ou encore capacité d'autofinancement) se monte à **641.000 €** (soit 39 % d'augmentation par rapport à 2011), avec une moyenne depuis 2007 égale à 460.000 €. Il s'agit de retirer de l'épargne de gestion les intérêts de la dette et d'ajouter ou de retirer le résultat exceptionnel.

En retirant de l'épargne brute le remboursement des emprunts en capital, on obtient l'**épargne nette** ou autofinancement disponible. Cet indicateur représente le montant à disposition de la collectivité pour investir, une fois les annuités de la dette payées. En 2012, l'épargne nette se monte à **604.000 €**, en augmentation de 42 % par rapport à 2011, avec une moyenne depuis 2007 égale à 427.000 €.

## L'endettement

Nous sommes toujours très peu endettés sur le budget principal. Aucun emprunt n'a été réalisé en 2012. L'encours de la dette (c'est-à-dire le capital restant à rembourser) se monte à 197.309 € au 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit moins de 48 euros par habitant.

Cet encours est issu de cinq emprunts :

- ✓ 110.068 euros empruntés en 1999 pour la réhabilitation de logements (taux variable actuellement de 3,38 %).
- ✓ 130.191 euros empruntés en 1999 pour la rénovation de la salle Lambing (taux : 4,30 %).
- ✓ 130.344 euros empruntés en 1999 pour la rénovation de la salle Lambing (à taux zéro).
- ✓ 91.469 euros empruntés en 2001 pour la mise en conformité des chaudières (taux : 5,99 %).
- ✓ 83.715 euros empruntés à la CAF en 2010 pour création de la cantine (à taux zéro).

La commune, sur le budget principal, a en 2012 une **capacité de désendettement de 0,3 année**, calculée par le ratio encours de la dette sur épargne brute, bien loin de la durée maximum communément admise de 12 ans.

À noter également que la **commune n'a souscrit aucun emprunt toxique**.

Enfin, le ratio [dépenses de fonctionnement + remboursement en capital de la dette] / recettes réelles de fonctionnement, doit impérativement être inférieur à 1. Dans le cas contraire, c'est que la collectivité est obligée de puiser dans ses ressources propres d'investissement pour rembourser le capital de la dette.

Le ratio pour la commune de Bouxières-aux-Dames est, en 2012, égal à 0,83.

### Le résultat final en augmentation

Le résultat comptable final, appelé "fonds de roulement", tient compte des résultats de l'année et des reports des résultats des années passées (voir tableau d'analyse financière de la page précédente).

En partant de l'épargne nette, on ajoute les recettes réelles d'investissement, pour obtenir la **capacité de financement des investissements**. En 2012, elle s'est montée à **853.000 €**, en augmentation de 27 %.

La commune ayant réalisé 732.000 € de dépenses réelles d'investissement, on obtient en 2012 un besoin de financement négatif, c'est-à-dire un dégagement de financement de 121.000 €.

**Ces 121.000 € constituent le résultat de l'exercice**, hors reprise des résultats antérieurs.

Une fois la reprise des résultats antérieurs effectuée (sur la base du compte administratif 2012 estimé), le **résultat final se monte à 1.752.000 €** (contre 1.631.000 € en 2011).

## LES ORIENTATIONS DU BUDGET 2013

### Les recettes 2013

La commune n'a aucune marge de manœuvre pour dégager de nouvelles recettes, hormis augmenter les impôts des ménages.

En cette période de crise, il est proposé de ne pas augmenter les taux des impôts locaux, ces derniers augmentant mécaniquement de 1,8 % en raison de la hausse des bases décidée par la loi de finances.

En revanche, il est proposé de baisser les dotations de l'État de 2 %.



### Les dépenses de fonctionnement 2013

S'agissant d'abord des dépenses de personnel, nous prévoyons une augmentation de 4 % (à affiner au moment du vote du budget). Quatre contrats d'avenir ont été signés en 2013.

Les différentes charges à caractère général telles que les fournitures de bureaux, les frais de télécommunication, les achats de fournitures pour les services techniques etc., ne devront pas augmenter de plus de 2 % cette année. Il faut préciser à nouveau que ce n'est pas parce que des crédits sont inscrits au budget qu'il faut les utiliser. En général, grâce à une attention de tous les instants, les charges à

caractère général prévues au budget (chapitre 011) ne sont dépensées qu'à hauteur de 80 % (83 % en 2011, 73 % en 2012).

Les autres charges de gestion courante comprennent le service d'incendie et de secours, les subventions aux associations ou la participation au CCAS, et vont probablement augmenter de 2 % cette année (à affiner au moment du vote du budget).

### Les investissements en 2013

Parmi les investissements importants proposés par la commission travaux, on peut citer (montant TTC) :

	Par entreprises	En régie
Création d'un terrain multisports (city stade)	68 262 €	
Jeux extérieurs Champ St-Nicolas, écoles Guerquin et Kierren	19 000 €	Pose
Porte Foyer Rural et maison Arnould	13 500 €	4 000 €
Rénovation toiture service technique partie garage	46 100 €	
Travaux de peinture dans les écoles	15 000 €	
Clôture cimetière (inox)	60 100 €	
Amélioration d'éclairage public	50 000 €	
Rénovation façade école Kierren	50 000 €	
Rénovation carrelage école R. Thibault	82 000 €	
Salle socio-culturelle	1 288 000 €	
Accès foyer rural (pour handicapés)	105 000 €	
Réfection chemin de Faulx	15 000 €	
Arrosage automatique terrain FCB	52 000 €	Pose
<b>TOTAL</b>	<b>1 863 962 €</b>	<b>4 000 €</b>

Il faut ajouter une aire de covoiturage d'un montant de 40.000 € TTC, et préciser que les travaux d'amélioration de l'éclairage public seront à hauteur de 60.000 € TTC (et non 50.000 €).

Ces investissements seront réalisés sans emprunt.

# L'EAU POTABLE

## Les travaux

Est prévue en 2013 sur ce budget la rénovation des châteaux d'eau démarrée en 2012, pour un montant de 120.000 € TTC.

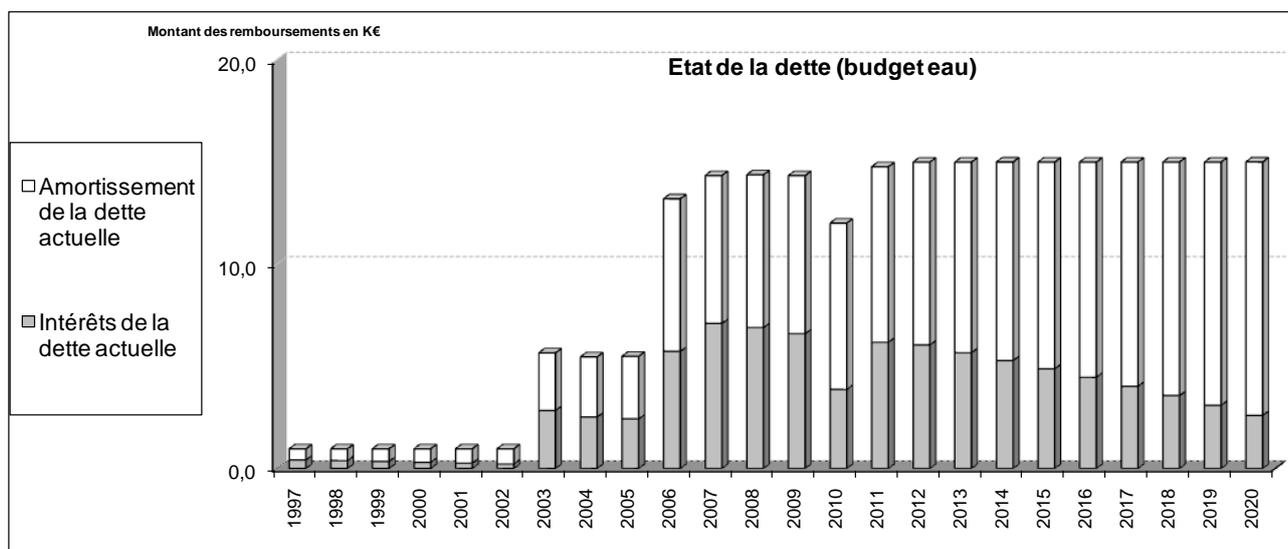
## L'endettement

L'encours de la dette sur le budget eau se monte à 134.000 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Deux emprunts sont en cours sur le budget eau :

- ✓ 100.000 euros empruntés en 2002 pour des travaux rue du Téméraire (taux variable actuellement à 3,19 %).
- ✓ 95.000 euros empruntés en 2006 pour des travaux de branchements (taux : 3,62 %).



Les remboursements figurent dans le graphique suivant :

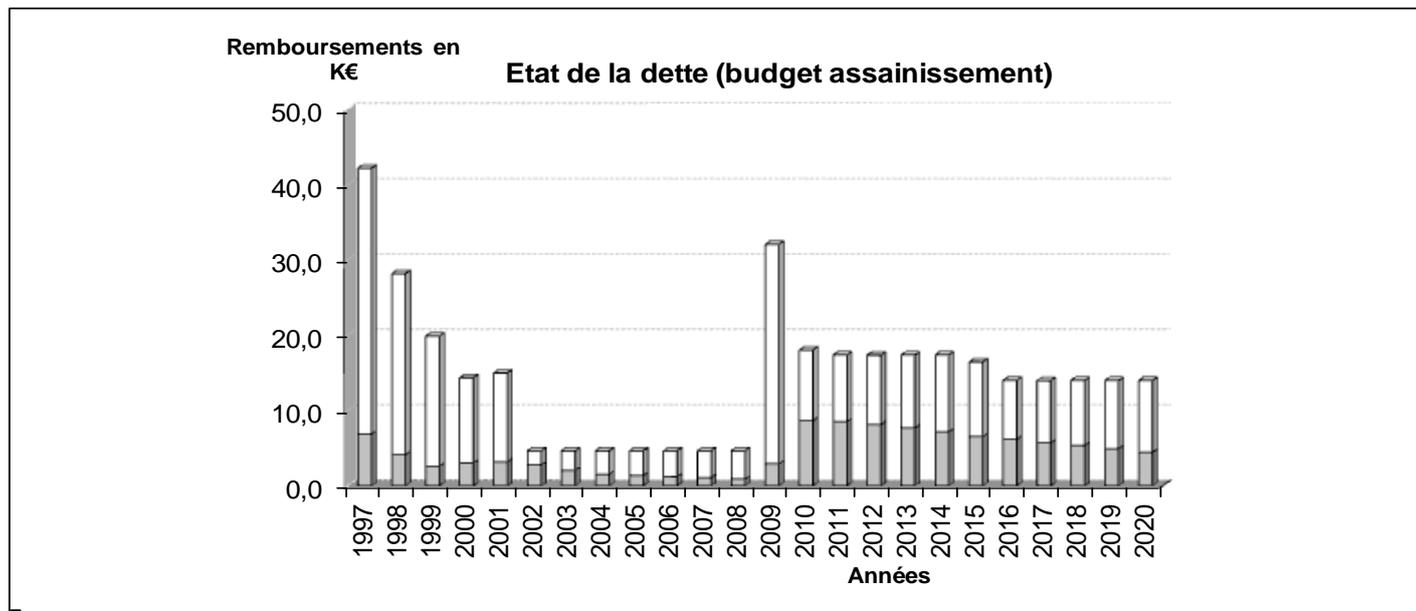


# LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

## L'endettement

L'endettement sur le budget assainissement figure sur le graphique ci-après. Il comprend les deux emprunts suivants (avec un capital restant dû de 154.000 euros) :

- ✓ 37.350 euros empruntés en 2000 pour des études diagnostiques (taux variable actuellement à 4,70 %).
- ✓ 190.000 euros empruntés en 2009 pour les travaux d'assainissement général (taux : 4,93 %).



## Les travaux en 2013

Nous allons réaliser, à la demande des services de l'État, un système épaisseur pour améliorer le traitement des boues d'épuration, ainsi qu'un silo de stockage, le tout pour 480.000 € TTC.

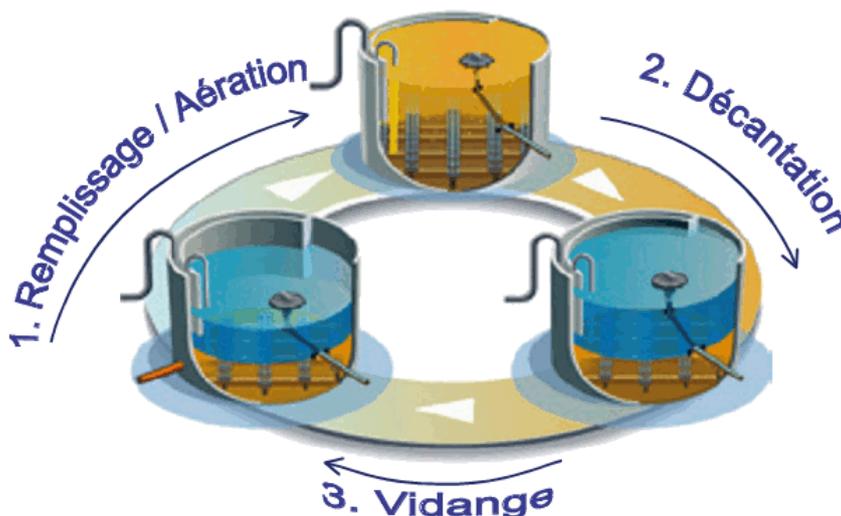
De plus, une reprise de travaux au rond point Saint-Antoine / Ruisseau est nécessaire. Le coût des travaux est de 61.000 € TTC, financé en partie par une indemnisation de l'État de 37.000 €.

Ces 2 projets sont commandés et démarreront dès que les conditions météorologiques le permettront.

### 2013, et après...

Il est prévu de refaire complètement la station d'épuration en 2016. Le coût d'une station est, au minimum, de 2 millions d'euros TTC. En prenant comme hypothèse pessimiste que l'Agence de l'eau ne nous finance, en 2016, qu'à hauteur de 20 % (on peut toutefois espérer 40 %), la prospective du budget assainissement montre qu'il sera nécessaire de souscrire un emprunt de l'ordre d'un million d'euros (dans nos calcul, sur 20 ans au taux de 5 %), qui amputera complètement la capacité d'investissement sur le budget assainissement.

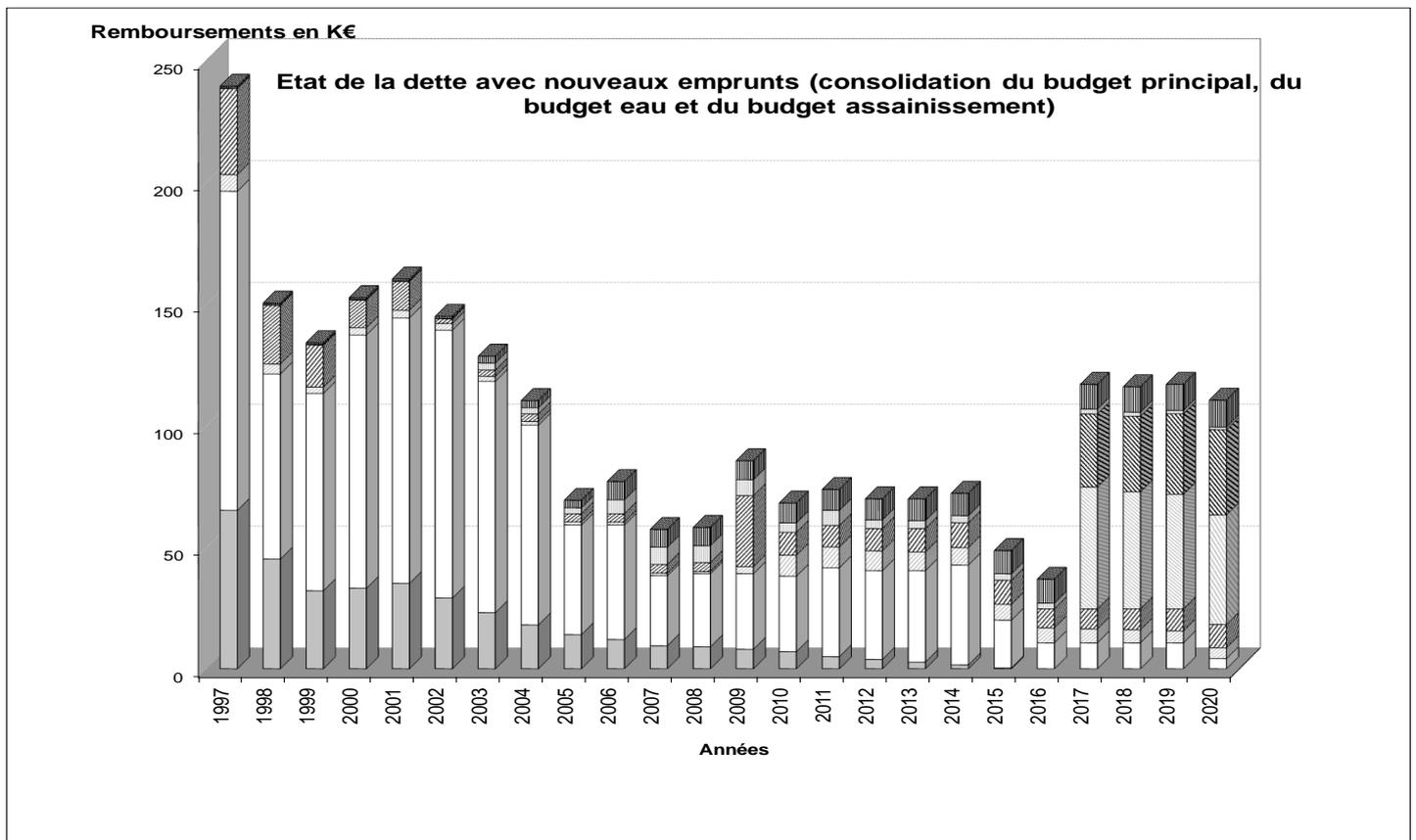
Il faudra réfléchir, courant 2013, à transférer dès 2014 une partie de la surtaxe eau potable sur la surtaxe assainissement.



# LA CONSOLIDATION DE LA DETTE

Le graphique ci-après, volontairement sans légende (car illisible), montre l'état des remboursements de l'ensemble des budgets de la commune (budgets général, eau et assainissement), en intégrant l'emprunt à réaliser en 2016 pour la station d'épuration.

On voit que, malgré un emprunt d'un million d'euros sur le budget assainissement en 2016, on reste loin des annuités payées en 1997.



# ANNEXE 1- LA PROSPECTIVE DU BUDGET PRINCIPAL (EN K€)

Section de fonctionnement								
Dépenses de fonctionnement								
	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
Charges à caractère g <sup>al</sup> (011)	721	614	652	667	681	694	708	+2%/an +2,4 % en 2014 car tva à 20 %
Personnel (012)	1221	1297	1349	1383	1418	1453	1489	+4 % en 2013 puis 2,5%/an
Autres charges de g <sup>o</sup> (65)	339	338	345	353	360	367	375	+2%/an +2,4 % en 2014 car tva à 20 %
Charges fi. certaines	5	4	3	2	0	0	0	montant connu
Dotations /amortissements	125	99	99	99	99	99	99	estimation dès 2013
Ch. excep.+VNC+diff/réalis+Atténuation de produits (FPIC)	5	13	332	21	125	29	29	Vente Franchi (2013) et Guingot (2015)
<b>Total</b>	<b>2416</b>	<b>2365</b>	<b>2779</b>	<b>2525</b>	<b>2682</b>	<b>2642</b>	<b>2700</b>	
Variation	2,57%	-2,11%	17,52%	-9,14%	6,23%	-1,49%	2,18%	
Recettes de fonctionnement								
	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
Atténuat° de charges (013)	70	81	80	80	80	70	70	Rembt emplois aidés + assurance du pers.
Produits des services (70)	142	157	160	163	166	170	173	+ 2 % /an
Impôts et taxes	1443	1495	1522	1545	1568	1591	1615	Bases + 1,8% en 2012 puis 1,5 %
Dotations et participations	962	1036	956	937	918	900	882	956 en 2013 puis baisse de 2 % / an
Autres produits de g <sup>o</sup> (75)	69	48	48	49	49	49	49	
Produits exceptionnels (77) et reprises sur provisions (78)	34	15	315	20	100	15	15	Vente Franchi (2013) et Guingot (2015)
Transf. ch.,diff. réalisat° (776), trav en régie (722)=chap 042	35	75	5	5	5	5	5	
<b>Total</b>	<b>2754</b>	<b>2907</b>	<b>3087</b>	<b>2799</b>	<b>2887</b>	<b>2800</b>	<b>2810</b>	
	6,81%	5,57%	6,18%	-9,33%	3,14%	-2,99%	0,34%	
Excédent de fonctt hors résultats exceptionnels	309	540	324	275	229	172	124	
Excédent de fonctionnement de l'année	338	542	308	274	204	158	110	
Variation	51,60%	60,44%	-43,27%	-10,99%	-25,33%	-22,59%	-30,36%	
Excédents antérieurs de fonct reportés	1013	1351	1577	621	828	291	449	
Virement théorique en investissement	0	317	1263	67	742	0	457	
<b>Solde (virement déduit)</b>	<b>1351</b>	<b>1577</b>	<b>621</b>	<b>828</b>	<b>291</b>	<b>449</b>	<b>102</b>	
Section d'investissement								
Dépenses d'investissement								
	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
Divers	4	46	5	5	5	5	5	5 subv° pers. privées
Immo en cours (chap 040 et 041)	102	75	5	5	5	5	5	
Remboursement d'emprunts	37	37	38	41	20	11	11	11 amortissements réels
Immobilisations incorporelles (sauf subv° pers. de dt privé)	0	12	12	12	12	12	13	
immobilisations corporelles + participation SPL (c/26)	54	85	140	80	80	80	80	
Immo en cours (travaux)	218	514	1908	445	1350	216	716	
dont éclairage public	3	186	60	60	0	0	0	
dont divers travaux (y compris en régie)	0	270	193	100	100	100	100	
dont rénovation du patrimoine	40	152	270	135	50	51	51	carrelage éc RT toiture ST peinture école façade Kierren
dont voirie / parkings / avaloirs / sécurité incendie	11	15	63	100	150	15	15	
dont travaux accessibilité handicapés et d'économie d'énergie	163	112	102	50	50	50	50	
dont salle socioculturelle		49	1220					
dont autre	0				1000	0	500	Périscolaire en 2015, autre projet en 2017
<b>Total</b>	<b>416</b>	<b>769</b>	<b>2108</b>	<b>588</b>	<b>1472</b>	<b>329</b>	<b>830</b>	
Variation	-13%	85%	174%	-72%	150%	-78%	152%	
Recettes d'investissement								
	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
Dotations et fds divers (10) sauf 1068	115	76	133	357	121	241	66	
dont FCTVA	63	47	93	317	81	221	46	
dont Taxe locale d'équipement / Taxe d'aménagement	51	29	40	40	40	20	20	
Subv° d'investissement (13)	61	164	289	55	400	50	200	
dont subvention du conseil général + amendes de police	25	35	166	30	0	50	50	
dont DETR (ex DGE)	12	28		20	100	0	0	
dont subvention RTE + non réalisation stationnement	23	41	0	0	0	0	0	
dont fonds de concours CCBP	0	50	0	0	0	0	0	
dont remboursement de la CCBP sur voirie	0	0	0	0	0	0	0	
dont autres subventions (rés. Parl., CAF)	1	11	123	5	300	0	150	
Emprunts nouveaux	0	0	0	0	0	0	0	
Amortissements des immobilisations	125	99	99	99	99	99	99	
Autres recettes (dont 040 et 041)	68	10	325	10	110	8	8	8 FPIC déduit
<b>Total</b>	<b>368</b>	<b>348</b>	<b>845</b>	<b>521</b>	<b>730</b>	<b>398</b>	<b>372</b>	
Variation	-49,15%	-5,39%	142,69%	-38,37%	40,18%	-45,47%	-6,44%	
Solde d'investissement de l'année (- si besoin ; + si excédent)	-48	-421	-1263	-67	-742	69	-457	
Virement de la section de fonctionnement	0	317	1263	67	742	0	457	
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit))	327	279	175	175	174	174	243	
<b>Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement après virement</b>	<b>279</b>	<b>175</b>	<b>175</b>	<b>174</b>	<b>174</b>	<b>243</b>	<b>243</b>	

## ANNEXE 2 – L'ANALYSE FINANCIÈRE DU BUDGET PRINCIPAL (EN K€)

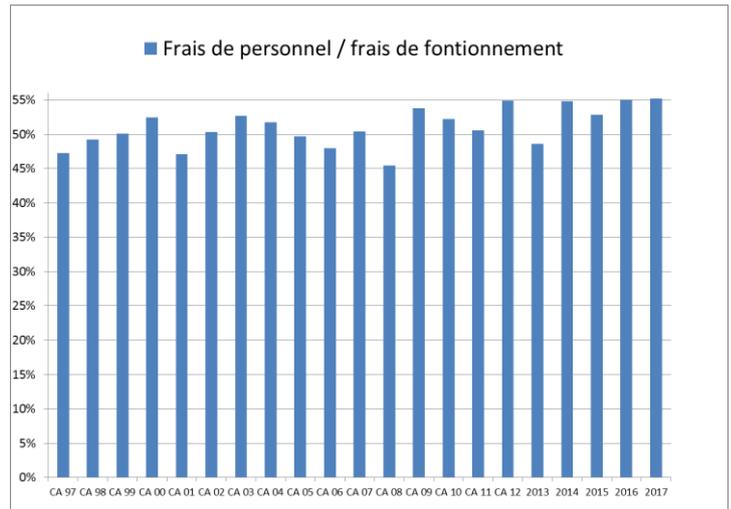
ANALYSE FINANCIERE	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
Recettes courantes de fonct <sup>1</sup>	2720	2892	2772	2779	2787	2785	2795	
Charges de gestion courante	2281	2249	2346	2403	2458	2515	2572	
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>439</b>	<b>643</b>	<b>426</b>	<b>375</b>	<b>328</b>	<b>271</b>	<b>223</b>	excédents hors charges financières et exceptionnelles
Variation n/n-1	32%	47%	-34%	-12%	-13%	-18%	-18%	
Charges financières	5	4	3	2	0	0	0	
Variation n/n-1	-24%	-18%	-27%	-33%	-84%	-100%	#DIV/0!	
Produits exceptionnels	34	15	315	20	100	15	15	
Charges exceptionnelles	5	13	332	21	125	29	29	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>29</b>	<b>2</b>	<b>-17</b>	<b>-1</b>	<b>-25</b>	<b>-14</b>	<b>-14</b>	
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2754	2907	3087	2799	2887	2800	2810	
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2291	2266	2680	2426	2584	2544	2601	
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>463</b>	<b>641</b>	<b>406</b>	<b>372</b>	<b>303</b>	<b>257</b>	<b>209</b>	
Variation n/n-1	35%	39%	-37%	-8%	-19%	-15%	-19%	
Emprunts remboursés (en capital)	37	37	38	41	20	11	11	
<b>EPARGNE NETTE (disponible)</b>	<b>426</b>	<b>604</b>	<b>368</b>	<b>331</b>	<b>283</b>	<b>246</b>	<b>198</b>	Tient compte des annuités d'emprunts
Variation n/n-1	39%	42%	-39%	-10%	-15%	-13%	-20%	
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	243	250	746	422	631	299	274	
<b>CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS A</b>	<b>669</b>	<b>853</b>	<b>1114</b>	<b>753</b>	<b>914</b>	<b>545</b>	<b>472</b>	Ne tient pas compte des reports
Variation n/n-1	-19%	27%	31%	-32%	21%	-40%	-14%	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT B	379	732	2070	547	1452	318	819	
Variation n/n-1	-14%	93%	183%	-74%	165%	-78%	157%	
<b>BESOIN DE FINANCEMENT C=B-A</b>	<b>-290</b>	<b>-121</b>	<b>956</b>	<b>-206</b>	<b>538</b>	<b>-227</b>	<b>347</b>	
NOUVEAUX EMPRUNTS D	0	0	0	0	0	0	0	
Variation du fonds de roulement =D-C=résultat de l'exercice	290	121	-956	206	-538	227	-347	
Reprise des résultats antérieurs	1340	1631	1752	796	1002	464	692	
<b>Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)</b>	<b>1631</b>	<b>1752</b>	<b>796</b>	<b>1002</b>	<b>464</b>	<b>692</b>	<b>345</b>	
Contrôle (résultats de fonctionnement + résultat d'investissement)	1631	1752	796	1002	464	692	345	
Différence n n-1	290	121	-956	206	-538	227	-347	
<b>FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>CA 11</b>	<b>CA 12</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Capacité de financement	176%	117%	54%	138%	63%	172%	58%	
Emprunts	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Fonds de roulement	-76%	-17%	46%	-38%	37%	-72%	42%	
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	

	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
En cours de la dette en capital	231	194	157	119	78	58	47	
<b>Ratios d'endettement</b>	<b>CA 11</b>	<b>CA 12</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	8%	7%	5%	4%	3%	2%	2%	
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	doit être < 12 ans
Annuité de la dette / épargne de gestion	9%	6%	10%	11%	6%	4%	5%	doit être < 80 %
Annuité de la dette / recettes de fonctionnement	2%	1%	1%	2%	1%	0%	0%	
Encours de la dette / habitant	57 €	48 €	38 €	29 €	19 €	14 €	11 €	
Epargne nette / recettes réelles de fonctionnement	15%	21%	12%	12%	10%	9%	7%	
Annuité de la dette / recettes réelles de fonct hors produits exceptionnels	1,5%	1,4%	1,5%	1,5%	0,7%	0,4%	0,4%	
Intérêts de la dette / dépenses réelles de fonctionnement	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	

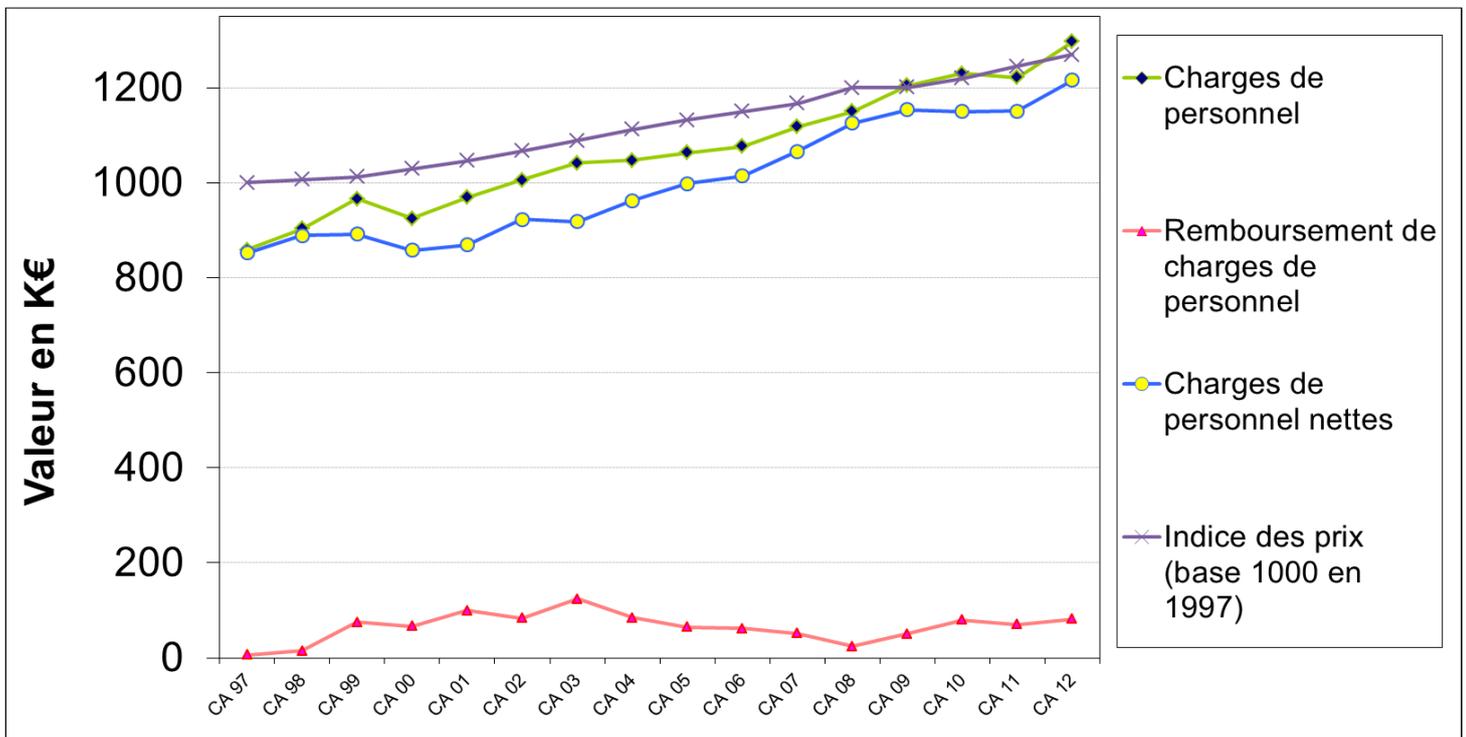
<b>Rigidité des charges de structure</b>	CA 11	CA 12	2013	2014	2015	2016	2017	
Frais de personnel / recettes réelles de fonctionnement	44%	45%	44%	49%	49%	52%	53%	
Frais de personnel / frais de fonctionnement	51%	55%	49%	55%	53%	55%	55%	
frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	53%	57%	50%	57%	55%	57%	57%	
Charge de personnel - atténuation de charges	1151	1216	1269	1303	1338	1383	1419	
	0,1%	5,7%	4,4%	2,7%	2,7%	3,4%	2,6%	
	<b>CA 11</b>	<b>CA 12</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonct.	0,89	0,83	0,91	0,92	0,94	0,95	0,96	Doit être inférieur à 1

# ANNEXE 3- QUELQUES GRAPHIQUES (RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE SUR LE BUDGET PRINCIPAL)

Des frais de personnel représentant un plus de la moitié des frais de fonctionnement.

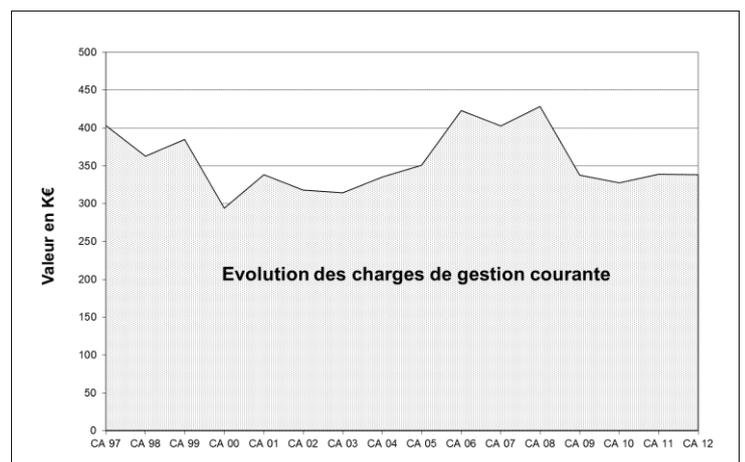


## Charges de personnel nettes des remboursements d'assurance et des aides de l'État (emplois aidés)

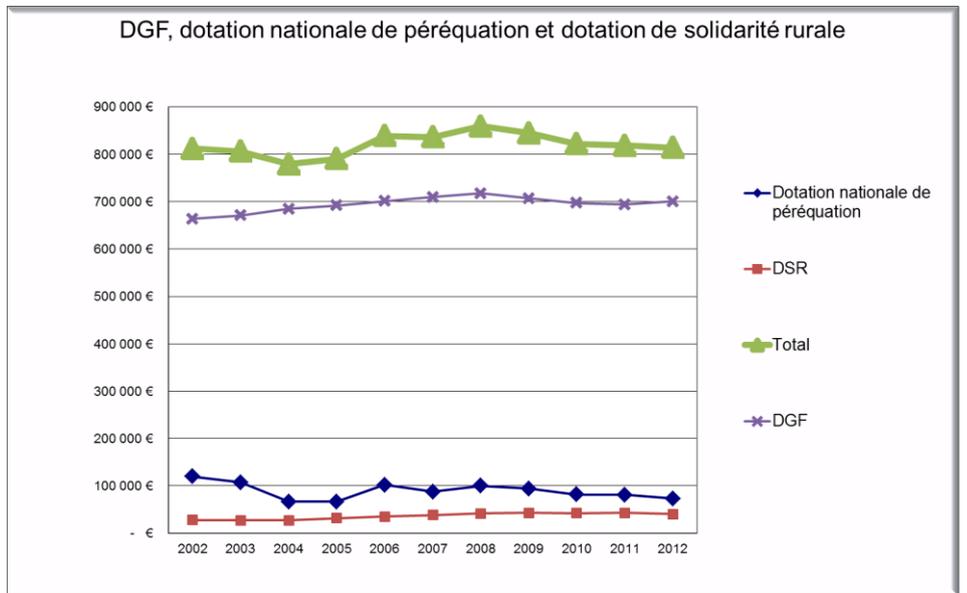


Cet indicateur permet de suivre l'évolution des frais de personnel déduction faite des remboursements de l'assurance statutaire (en cas de maladie par exemple) et des participations de l'État aux emplois aidés. La courbe de l'inflation figure également sur ce graphique.

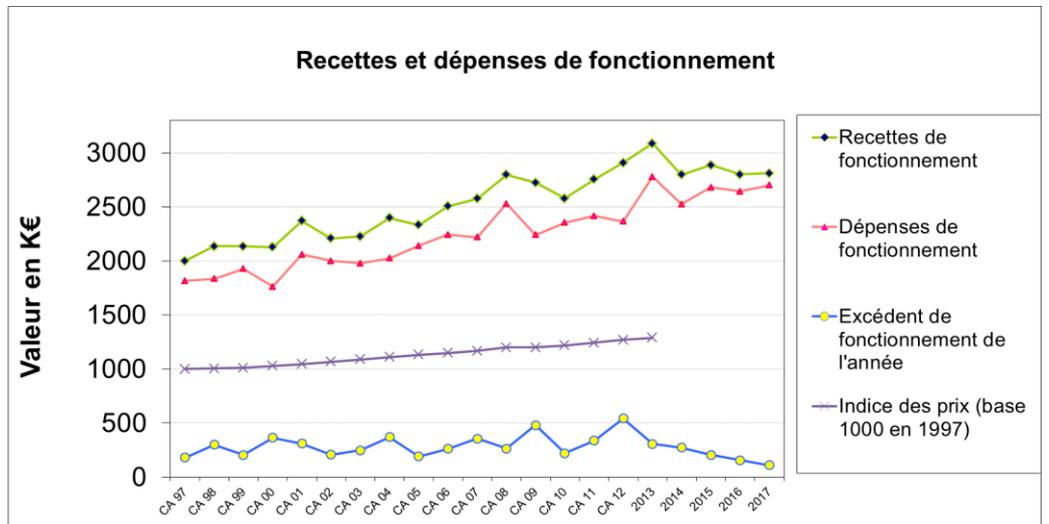
Des charges de gestion stables depuis 2009.



La courbe en haut du graphique montre la baisse des dotations de l'État depuis 2008.

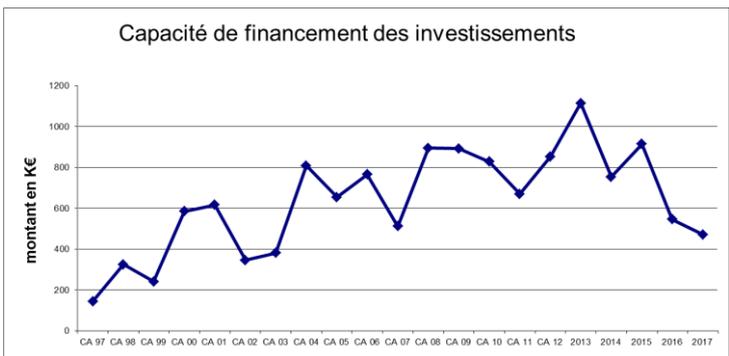


Une baisse de l'excédent de fonctionnement (courbe en bas du graphique) est anticipée, en raison de la probable diminution des dotations de l'État.

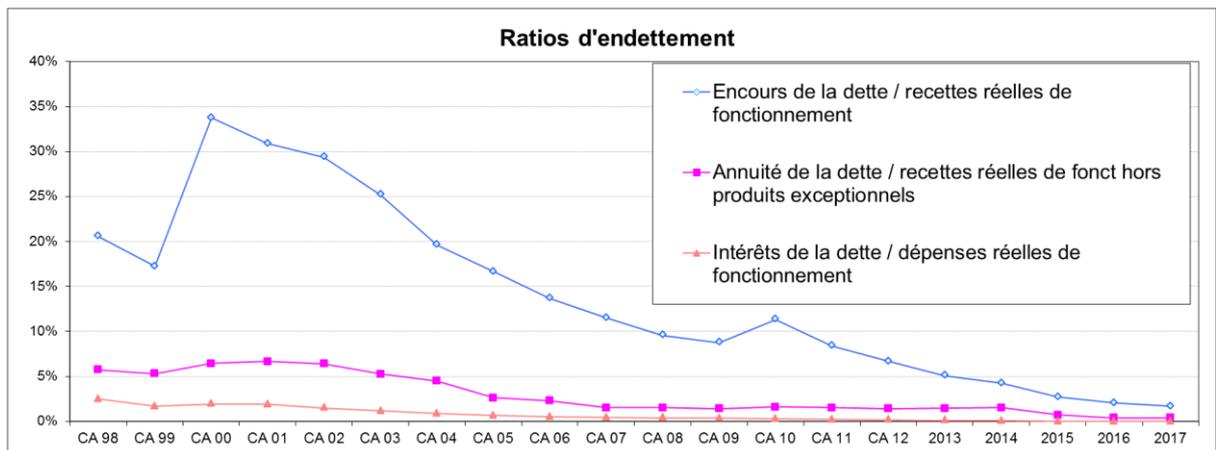


La vente de l'ancienne école Franchi et de la salle Guingot fait croître la capacité de financement en 2013 et 2015.

La baisse probable des subventions d'investissement à compter de 2014 génère la diminution de la capacité d'investissement constatée sur le graphique.



Des ratios d'endettement très favorables.



# ANNEXE 4- LA PROSPECTIVE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE (EN EUROS)

Dépenses de fonctionnement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Charges à caractère général (chap. 011) + charges exceptionnelles	20 865		0	0	0	0	0	0
Charges financières certaines	4 471	3 877	4 149	3 281	3 255	2 978	2 692	2 396
Charges financières si nouvel emprunt								
Dotations aux amortissements et provisions	9 776	13 721	13 721	13 721	13 721	13 721	13 721	13 721
Virement à la section d'investissement	0	0		9 015	153 364			
<b>Total</b>	<b>35 112</b>	<b>17 597</b>	<b>17 870</b>	<b>26 017</b>	<b>170 340</b>	<b>16 699</b>	<b>16 413</b>	<b>16 117</b>
Recettes de fonctionnement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Produits des services (chap. 70)		94 169	90 060	88 553	88 553	88 553	88 553	88 553
Subventions d'exploitation								
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	4 412	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932
<b>Total 1</b>	<b>4 412</b>	<b>100 100</b>	<b>95 991</b>	<b>94 485</b>				
Excédents antérieurs reportés	2 892	-27 808	54 695	132 816	201 284	125 430	203 216	281 288
<b>Total 2</b>	<b>7 304</b>	<b>72 292</b>	<b>150 686</b>	<b>227 301</b>	<b>295 769</b>	<b>219 915</b>	<b>297 701</b>	<b>375 773</b>
Excédent de fonctionnement de l'année (reporté en n+1)	-27 808	54 695	132 816	201 284	125 430	203 216	281 288	359 657
Section d'investissement								
Dépenses d'investissement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	4 412	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932
Remboursement emprunts	7 868	8 146	8 435	8 733	8 949	9 226	9 513	9 808
Remboursement nouveaux emprunts								
Immobilisations incorporelles								
Travaux sur châteaux d'eau	1 442	2 660		9 457	130 000			
Rénovation réseau d'eau (Grande Cour)			0					
Branchements					15 000			
Autres travaux / études			5 800		8 675			
Créances droit de déduction de TVA	996		0	1 386	1 471	23 899	0	0
<b>Total</b>	<b>14 719</b>	<b>16 738</b>	<b>20 166</b>	<b>25 508</b>	<b>170 026</b>	<b>39 057</b>	<b>15 445</b>	<b>15 740</b>
Recettes d'investissement								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Subventions d'investissement (chap. 13)								
Prêts transformables en subventions								
Emprunts nouveaux								
Installations techniques ( TVA )	1 546	996	0	1 386	1 471	23 899	0	0
Amortissements des immobilisations + créances dt de déduction TVA	10 773	13 721	13 721	15 107	15 191	37 620	13 721	13 721
Virement de la section de fonctionnement	0	0	0	9 015	153 364	0	0	0
<b>Total</b>	<b>12 319</b>	<b>14 717</b>	<b>13 721</b>	<b>25 508</b>	<b>170 026</b>	<b>61 519</b>	<b>13 721</b>	<b>13 721</b>
Solde d'investissement (- si besoin ; + si excédent)	-2 400	-2 021	-6 445	0	0	22 462	-1 724	-2 019
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	16 629	14 229	12 208	5 763	5 763	5 763	28 225	26 501
<b>Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement</b>	<b>14 229</b>	<b>12 208</b>	<b>5 763</b>	<b>5 763</b>	<b>5 763</b>	<b>28 225</b>	<b>26 501</b>	<b>24 482</b>
<b>Solde de clôture (exploitation et investissement)</b>	<b>-13 579</b>	<b>66 903</b>	<b>138 580</b>	<b>207 048</b>	<b>131 193</b>	<b>231 441</b>	<b>307 789</b>	<b>384 139</b>

# ANNEXE 5 – L'ANALYSE FINANCIÈRE DU BUDGET EAU POTABLE (EN EUROS)

	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Résultat d'exploitation	-30 641	80 448	76 339	74 833	74 833	74 833	74 833	74 833
Résultat financier	-4 471	-3 877	-4 149	-3 281	-3 255	-2 978	-2 692	-2 396
Résultat exceptionnel	4 412	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932	5 932
Résultat comptable	-30 700	82 503	78 122	77 483	77 509	77 786	78 072	78 368
Charges financières sur charges <u>réelles</u> d'exploitation	18%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Dépenses d'équipement brut sur dépenses réelles d'investissement	24%	25%	41%	55%	95%	72%	0%	0%
Autofinancement sur dépenses d'équipement brut	-856%	3541%	1553%	817%	57%	371%	#DIV/0!	#DIV/0!
Amortissement de la dette sur dépenses d'équipement brut	322,6%	306,3%	145,4%	80,5%	5,8%	38,6%	#DIV/0!	#DIV/0!
Subvention d'équipement reçu sur dépenses d'équipement brut	0%	0%	0%	0%	0%	0%	#DIV/0!	#DIV/0!
Annuité de la dette sur produits réels d'exploitation	#DIV/0!	13%	14%	14%	14%	14%	14%	14%
Annuité de la dette sur résultat d'exploitation	-40%	15%	16%	16%	16%	16%	16%	16%
<b>Solde intermédiaire de gestion</b>								
Epargne de gestion	-20 865	94 169	90 060	88 553	88 553	88 553	88 553	88 553
Epargne brute	-20 924	96 224	91 842	91 204	91 230	91 507	91 793	92 089
Epargne nette	-28 792	88 077	83 408	82 471	82 281	82 281	82 280	82 281
Recettes réelles d'investissement	1 546	996	0	1 386	1 471	23 899	0	0
Capacité de financement des investissements	-27 246	89 073	83 408	83 857	83 752	106 180	82 280	82 281
Dépenses réelles d'investissement	5 854	8 591	11 731	15 389	159 607	5 932	5 932	5 932
Besoin de financement	33 100	-80 482	-71 676	-68 468	75 855	-100 249	-76 348	-76 349
Nouveaux emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	-33 100	80 482	71 676	68 468	-75 855	100 249	76 348	76 349
Reprise des résultats antérieurs	19 521	-13 579	66 903	138 580	207 048	131 193	231 441	307 789
Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)	-13 579	66 903	138 580	207 048	131 193	231 441	307 789	384 139
Contrôle (résultat d'exploitation + résultat d'investissement)	-13 579	66 903	138 580	207 048	131 193	231 441	307 789	384 139
<b>Financement des investissements en %</b>								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Capacité de financement	-465%	1037%	711%	545%	52%	1790%	1387%	1387%
Emprunts	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Fonds de roulement (un signe <0 signifie reconstitution du FDR)	565%	-937%	-611%	-445%	48%	-1690%	-1287%	-1287%
Total pour vérification	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
<b>ANALYSE PAR LES RATIOS</b>								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
En cours de la dette en capital			150 652	142 217	133 268	124 042	114 529	104 721
<b>Ratios d'endettement</b>								
Encours de la dette / recettes réelles d'exploitation	0,0%	0,0%	156,9%	150,5%	141,0%	131,3%	121,2%	110,8%
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	-	-	1,64	1,56	1,46	1,36	1,25	1,14
Annuité de la dette / épargne de gestion	-59,1%	12,8%	14,0%	13,6%	13,8%	13,8%	13,8%	13,8%
Annuité de la dette / recettes réelles d'exploitation	279,7%	12,0%	13,1%	12,7%	12,9%	12,9%	12,9%	12,9%
Intérêts de la dette / dépenses réelles d'exploitation	17,6%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
<b>Equilibre</b>								
	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
(dép de fonct+amortiss dette)/recettes réelles de fonc (doit être <1)	9,7	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3

# ANNEXE 6- LA PROSPECTIVE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT (EN EUROS)

Section de fonctionnement							
Dépenses de fonctionnement							
	CA 2012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Charges à caractère général (chap. 011) + charges exceptionnelles	2 042	2 073	2 104	2 135	2 168	2 200	2 233
Charges financières certaines	7 772	7 642	7 116	6 524	6 131	5 744	5 338
Charges financières si nouvel emprunt						50 000	48 000
Dotations aux amortissements et provisions	63 429	63 000	63 000	63 000	63 000	100 000	100 000
Virement à la section d'investissement		261 000	0	22 000	404 000	5 000	0
<b>Total</b>	<b>73 243</b>	<b>333 715</b>	<b>72 220</b>	<b>93 659</b>	<b>475 299</b>	<b>162 944</b>	<b>155 571</b>
Recettes de fonctionnement							
	CA 2012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Produits des services (chap. 70) y compris PRE	140 195	140 195	140 195	140 195	110 000	110 000	110 000
Subventions d'exploitation	10 292	10 292	10 292	10 292	10 292	10 292	10 292
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209
<b>Total 1</b>	<b>183 696</b>	<b>183 696</b>	<b>183 696</b>	<b>183 696</b>	<b>153 501</b>	<b>153 501</b>	<b>153 501</b>
Excédents antérieurs reportés	328 216	438 668	288 649	400 125	490 161	168 363	158 920
<b>Total 2</b>	<b>511 912</b>	<b>622 364</b>	<b>472 344</b>	<b>583 820</b>	<b>643 661</b>	<b>321 864</b>	<b>312 420</b>
Excédent de fonctionnement de l'année (reporté en n+1)	438 668	288 649	400 125	490 161	168 363	158 920	156 849
Section d'investissement							
Dépenses d'investissement							
	CA 2012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Subvention d'investissement transférée au compte de résultat	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209
Remboursement emprunts	9 054	9 688	10 214	9 913	7 845	8 232	8 638
Remboursement nouveaux emprunts						30 000	31 000
Immobilisations incorporelles							
immobilisations corporelles (chap. 23)							
Autres travaux	6 333			50 000		50 000	1
Travaux sur réseaux	9 121	61 000					
station d'épuration	2 165	480 000			2 130 581		
Créances droit de déduction de TVA	9 986	88 659	0	8 194	349 159	8 194	0
<b>Total</b>	<b>69 868</b>	<b>672 556</b>	<b>43 423</b>	<b>101 316</b>	<b>2 520 794</b>	<b>129 635</b>	<b>72 848</b>
Recettes d'investissement							
	CA 2012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Subventions d'investissement (chap. 13)	2 020	172 000	0	0	356 284	8 361	0
Prêts transformables en subventions							
Emprunts nouveaux (20 ans à 5 %)					1 000 000		0
Installations techniques ( TVA )	9 986	88 659	0	8 194	349 159	8 194	0
Amortissements des immobilisations + créances dt déduction TVA	73 415	151 659	63 000	71 194	412 159	108 194	100 000
Virement de la section de fonctionnement	0	261 000	0	22 000	404 000	5 000	0
<b>Total</b>	<b>85 421</b>	<b>673 318</b>	<b>63 000</b>	<b>101 388</b>	<b>2 521 602</b>	<b>129 749</b>	<b>100 000</b>
Solde d'investissement (- si besoin ; + si excédent)	15 553	762	19 577	72	808	114	27 153
Solde d'exécution d'investissement reporté (+ si excédent ; - si déficit)	8 142	23 695	24 457	44 034	44 107	44 915	45 029
<b>Excédent (+) ou déficit (-) d'investissement</b>	<b>23 695</b>	<b>24 457</b>	<b>44 034</b>	<b>44 107</b>	<b>44 915</b>	<b>45 029</b>	<b>72 182</b>
<b>Solde de clôture (exploitation et investissement)</b>	<b>462 363</b>	<b>313 106</b>	<b>444 159</b>	<b>534 267</b>	<b>213 278</b>	<b>203 949</b>	<b>229 031</b>

# ANNEXE 7- L'ANALYSE FINANCIÈRE DU BUDGET ASSAINISSEMENT (EN EUROS)

Analyse financière							
	CA 2012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Résultat d'exploitation	85 015	85 414	85 383	85 351	55 124	18 092	18 059
Résultat financier	-7 772	-7 642	-7 116	-6 524	-6 131	-55 744	-53 338
Résultat exceptionnel	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209	33 209
Résultat comptable	110 452	110 981	111 476	112 036	82 202	-4 443	-2 070
Charges financières sur charges réelles d'exploitation	79%	79%	77%	75%	74%	96%	96%
Dépenses d'équipement brut sur dépenses réelles d'investissement	75%	98%	0%	85%	100%	60%	0%
Autofinancement sur dépenses d'équipement brut	538%	24%	#DIV/0!	255%	5%	203%	10143571%
Amortissement de la dette sur dépenses d'équipement brut	32,8%	1,5%	#DIV/0!	17,0%	0,3%	65,7%	3405672,7%
Subvention d'équipement reçu sur dépenses d'équipement brut	7%	27%	#DIV/0!	0%	14%	14%	14%
Annuité de la dette sur produits réels d'exploitation	11%	12%	12%	11%	12%	78%	77%
Annuité de la dette sur résultat d'exploitation	20%	20%	20%	19%	25%	519%	515%
Solde intermédiaire de gestion							
Epargne de gestion	148 445	148 414	148 383	148 351	118 124	118 092	118 059
Epargne brute	173 881	173 981	174 476	175 036	145 202	95 557	97 930
Epargne nette	164 827	164 293	164 261	165 123	137 357	57 325	58 292
Recettes réelles d'investissement	12 006	260 659	0	8 194	705 443	16 555	0
Capacité de financement des investissements	176 833	424 952	164 261	173 317	842 800	73 880	58 292
Dépenses réelles d'investissement	50 827	574 209	33 209	83 209	2 163 790	83 209	33 210
Besoin de financement	-126 005	149 257	-131 053	-90 108	1 320 989	9 329	-25 082
Nouveaux emprunts	0	0	0	0	1 000 000	0	0
Variation du fonds de roulement	126 005	-149 257	131 053	90 108	-320 989	-9 329	25 082
Reprise des résultats antérieurs	336 358	462 363	313 106	444 159	534 267	213 278	203 949
Résultat brut de l'année (ou fonds de roulement final)	462 363	313 106	444 159	534 267	213 278	203 949	229 031
Contrôle (résultat d'exploitation + résultat d'investissement)	462 363	313 106	444 159	534 267	213 278	203 949	229 031
Financement des investissements en %							
Capacité de financement	348%	74%	495%	208%	39%	89%	176%
Emprunts	0%	0%	0%	0%	46%	0%	0%
Fonds de roulement (un signe <0 signifie reconstitution du FDR)	-248%	26%	-395%	-108%	15%	11%	-76%
Total pour vérification	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
<b>ANALYSE</b>							
En cours de la dette en capital	157 796	154 059	143 845	133 932	1 126 087	1 087 855	1 048 217
<b>Ratios d'endettement</b>							
Encours de la dette / recettes réelles d'exploitation	85,9%	83,9%	78,3%	72,9%	733,6%	708,7%	682,9%
Capacité de désendettement=Encours de la dette / épargne brute (ans)	0,91	0,89	0,82	0,77	7,76	11,38	10,70
Annuité de la dette / épargne de gestion	11,3%	11,7%	11,7%	11,1%	11,8%	79,6%	78,8%
Annuité de la dette / recettes réelles d'exploitation	9,2%	9,4%	9,4%	8,9%	9,1%	61,2%	60,6%
Intérêts de la dette / dépenses réelles d'exploitation	79,2%	78,7%	77,2%	75,3%	73,9%	96,2%	96,0%
<b>Equilibre</b>							
(dépenses de fonct + amortissmt dette)/recettes réelles de fonct	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	1,3	1,3

Les ratios d'équilibre et d'endettement montrent que la construction d'une nouvelle station d'épuration en 2016 amputera totalement la capacité d'investissement du service de l'assainissement, sauf à augmenter la surtaxe.

